

Histoire de la France contemporaine

M. Maurice AGULHON, professeur

Le cours *ex cathedra* (11 janvier - 6 avril 1987) s'intitulait *La France depuis 1870, les mentalités collectives et le fait politique*.

On a d'abord fait un examen, plus approfondi que prévu, de la période antérieure à 1870, où le militantisme politique apparaît, sous forme plus ou moins subversive, avant d'être tenu pour licite et normal.

1. L'activité politique assumée par un individu quelconque (idéalement par tous les citoyens) est conforme au mouvement général du XIX^e siècle vers la démocratie libérale, vers ce qu'on appelait alors en Europe, au singulier et dans l'absolu, le Progrès, et la Civilisation. L'éducation du civisme, disait-on hier, l'acculturation républicaine, dirait-on, plus ambitieusement, aujourd'hui, appartiennent à ce mouvement d'ensemble. Parallèlement, on savait aussi que la politique libérale avait commencé après le temps des « Notables » (où coïncident rôle économique et influence sociale d'une part, rôle politique et fonction électorale d'autre part) avant d'atteindre, idéalement, asymptotiquement, celui des partis à recrutement de masse groupant des citoyens conscients également organisés. Toutefois on ne saurait faire coïncider totalement, comme on tend parfois à la faire, la distinction entre Notables et peuple, qui est sociale, avec la distinction entre entraîneurs et entraînés, qui est fonctionnelle. Le cas du châtelain seul dans son village, ou du gros industriel seul employeur dans sa petite ville, l'un et l'autre seuls maires possibles, est en réalité une exception ou un cas-limite. Dès qu'on passe à une circonscription un peu plus étendue on trouve plusieurs châtelains, plusieurs patrons, dont un seul sera candidat à l'élection et sera donc, si l'on peut dire, plus notable que les autres. Ainsi, même dans la situation réputée la plus archaïque, on ne peut pas ignorer la question de savoir pourquoi X « fait de la politique », et non Y ou Z, ses pairs. L'histoire politique pourrait atteindre ici le problème encore neuf de ses rapports avec la psychologie individuelle : le « nouveau type d'homme » qu'est le militant politique moderne ne relève pas seulement du socio-culturel mais aussi de la caractérologie.

En outre, même dans les situations les plus archaïques, il est très rare que le Notable (en admettant le singulier) ait été assez puissant pour être suivi et élu du seul fait de sa candidature. Il y a toujours des auxiliaires, ou des relais d'influence. Relais surtout naturels et institutionnels, dira-t-on : « ses » fermiers ou « ses » contremaîtres, plus les maires du secteur aux ordres du sous-préfet, et les curés, à ceux de l'évêque. Etait-ce bien tout, pourtant ? Dès les premières campagnes électorales après 1815 on voit des Notables aidés d'auxiliaires d'origine moins évidente, des amis, des obligés, des semi-bénévoles, bref des agents électoraux, terme plus péjoratif que celui de militant, mais qui le préfigure. Qui sont-ils ?

A plus forte raison, dans le modèle opposé, celui du parti moderne, immergé dans une population « consciente » et « organisée », tout le monde ne peut avoir du galon, et il y a des militants, qui sont un peu plus citoyens que les autres.

Toutes ces considérations tendaient à justifier et à introduire l'examen préalable de cette préhistoire du militantisme politique moderne (v. 1815-1870). Premier cours.

Sans prétendre être exhaustif, on y a sélectionné quatre types principaux, objets des leçons suivantes.

2. Le premier type examiné de cette préhistoire pourrait être appelé le *petit-bourgeois philosophe*. (« Philosophe » au sens, encore vivant, de libre-penseur, agnostique, plus ou moins anticlérical). Mais il faut distinguer les générations.

Le survivant de la Révolution française resté républicain sous les rois est une figure plusieurs fois retracée ; on la trouve chez Balzac dans *Les Paysans*, chez Hugo dans *Les Misérables*, chez Renan dans *Les souvenirs d'enfance et de jeunesse*, en termes convergents (vieux, pauvre, austère, socialement isolé, politiquement inactif, irréductible seulement dans son refus de l'Eglise). L'image en apparaît sympathique, même chez Balzac, parce que l'espèce est rare et à peu près inoffensive. Plus importante est la génération qui devient adulte en 1830, époque où le pouvoir politique recommence à mécontenter l'Eglise, et où la liberté commence à valoriser le pouvoir local, donc la Mairie, et les luttes municipales. Pour ces deux raisons, la politique au village est une réalité qui réapparaît sous Louis-Philippe ; le maire de village ou de petite ville, libéral et homme de Juillet, activiste de l'équipement et de la résistance au clergé (deux faces du « Progrès ») peut être retracé par maintes sources à nouveau convergentes, travaux d'histoire sociale régionale (Ph. Boutry), journaux et souvenirs (Eugénie de Guérin), romans, etc.

C'est dans ce contexte qu'on a ici analysé avec détails, à titre d'exemple, la place de la politique locale dans *Madame Bovary*. La politique est dans la

biographie de tel personnage secondaire, dans la description du décor urbain (la route neuve, la mairie neuve, le drapeau sur l'église), et surtout dans l'euphorie, l'optimisme, l'extraversion de M. Homais, exacte antithèse du malheur, de la nostalgie et du repliement de l'héroïne. Homais, personnage négatif majeur, n'est pas seulement le chantre du Progrès et le pourfendeur de la Religion, il est aussi — ce que l'on dit moins — un vrai prototype de l'activiste politique : l'homme-qui-lit-le-journal, l'homme obsédé par les luttes publiques de l'actualité du moment, l'homme qui en marque sa vie privée (les prénoms des enfants), l'homme qui marche au pouvoir enfin. Avant de savoir pourquoi tout cela est vu sous l'angle de la dérision, il faut noter ici l'une des premières perceptions modernes d'une réalité naissante.

3. Deuxième type, mais posé d'entrée avec un point d'interrogation, *le paysan*. Le militant politique issu de la paysannerie n'est pas impossible à repérer, mais la question est d'abord de savoir si, au milieu du XIX^e siècle, voire plus récemment, la notion même de politique est pertinente pour qualifier des mouvements collectifs de sentiments ou d'action en milieu rural. Nous avons dit que oui, il y a près de vingt ans, dans la *République au Village*, toutes précautions prises sur le caractère encore minoritaire du fait, et graduel de son développement. D'autres auteurs (Eugen Weber par exemple) l'ont clairement nié, soutenant la thèse d'une politique-illusion (illusion pour ses acteurs, illusion pour les historiens), qui serait surimposée à des motivations foncièrement économiques et sociales ; soutenant, en d'autres termes, le caractère foncièrement traditionnel, et toujours subordonné, des insertions de paysans dans les luttes publiques. Nous ne sommes pas convaincus par ces réfutations, nous ne croyons pas qu'on puisse poser comme essentielle l'absence de communication vraie entre les mentalités paysannes et les cadres de pensée et d'action proposés par la société globale. Mais la place manque pour exposer ici les questions-clés et les argumentations qui s'y affrontent. Nous nous proposons d'y revenir dans deux ans, dans un cours qui retraitera à neuf le problème de la politisation en milieu rural.

4. Avec le troisième type, *l'ouvrier-révolutionnaire de Paris*, on est revenu à un exposé plus directement inséré dans le problème initialement posé. Il y a bien là un acteur politique majeur, parfois au premier plan entre 1830 et 1870, et parfaitement typé. Avant 1848, la confusion intéressée souvent commise par les bourgeois entre la « dangerosité » du peuple en révolution et celle du peuple en anomie quotidienne n'a pas empêché la première d'être analysée spécifiquement, sur le moment même.

Dès 1846, année où Michelet publiait le *Peuple*, on pouvait sentir qu'il y avait trois composantes dans l'esprit révolutionnaire de l'ouvrier parisien : l'héritage global — et souvent familial — des sans-culottes de l'An II, républicain, patriote et militaire, anticlérical ; — les premières thèses de la

critique socialiste du système économique libéral ; — l'environnement culturel propre à la Capitale (chanson, théâtre, etc.). Mais s'il y a là des éléments pour un amalgame — Michelet parle encore de l'ouvrier au singulier — il y a aussi matière à divergences ; dans les années 1840, être patriote, républicain, néojacobin d'une part, être « socialiste », utopiste, associationniste humanitaire (donc « non violent » avant la lettre) d'autre part, c'était quasiment être adversaires. De quel côté est la conscience ouvrière la plus avancée et la plus spécifiquement « de classe » ? du côté de la barricade ? ou du côté du refus de la barricade ? On ne donne ici cet exemple que pour illustrer un parti pris de méthode, à savoir l'idée que, depuis un siècle environ, une vision téléologique de « l'histoire du Mouvement ouvrier », qui tendait à mettre tout ce qui bougeait sous le signe de la lutte des classes, pouvait, après avoir eu son mérite et son utilité, obscurcir notre compréhension de ce temps.

Après les échecs de la République de 1848, il est vrai, les divers courants de la contestation populaire avaient tendu à se rapprocher sous le coup d'une répression commune. Mais surtout ils rencontrent désormais des conditions toutes différentes. Sous le Second Empire il n'y a plus de barricades à Paris, mais une opposition politique massive ; or la classe ouvrière reste notoirement l'un de ses principaux acteurs. L'évidence s'impose alors que l'ouvrier parisien n'est plus « dangereux » comme révolté, mais comme politisé, et c'est cette politique ouvrière parisienne qui s'impose alors comme objet d'étude aux tâtonnements d'une sociologie qui était aussi une politologie et une anthropologie. On en a analysé ici comme exemples deux ouvrages classiques, le *Secret du Peuple de Paris*, d'Anthime Corbon, et le *Sublime*, de Denis Poulot. L'un et l'autre mettent l'ouvrier militant républicain au sommet de leur hiérarchie de types populaires, en le distinguant nettement de la classe dont il exprime les tendances majeures, et en esquissant les conditions de sa distinction.

Cette leçon n° 4 a occupé la durée de deux cours.

5. Comme quatrième type distingué avant 1870, nous avons présenté un acteur... par abstention, mais d'importance durable, l'*artiste*, celui qui pratique et qui diffuse *le refus de la politique*.

Le jeu politique français en effet ne se réduisait pas — et ne se réduira jamais — à la somme ou aux rapports des deux ensembles que forment les militants de l'ordre et ceux du progrès. Il y a eu aussi les pratiquants et les théoriciens du refus méprisant de l'exercice politique.

Distinguons à nouveau au sein de ce troisième ensemble.

Le refus peut venir de l'extrême-droite explicitement contre-révolutionnaire. Dès le lendemain de 1830, toutes nos pratiques politiques étant placées sous le signe des principes de 89, ceux qui refusent ces derniers refusent les premières, s'en abstiennent et, s'ils ne peuvent les abolir, les vilipendent ou

les ridiculisent. Plus tard (vers la fin du XIX^e siècle) le refus pourra aussi venir de théoriciens anarchistes (au sens large) pour qui la démocratie n'est qu'illusoirement émancipatrice, et doit être dite plutôt mystificatrice, et subtilement conservatrice.

Mais la dénonciation, la dérision, ou l'abstention du politique ne s'est jamais réduite aux influences conjuguées du drapeau blanc et du drapeau noir. Il existe, au centre de notre éventail politico-culturel, un anti-politisme non extrémiste, celui qu'il était ici question de situer. La présente leçon s'est efforcée d'en analyser les composantes, sources et motivations dans le cas de Gustave Flaubert, à la fois exemplaire et très bien « documenté ».

Dans le procès « Flaubert contre la Politique moderne », beaucoup d'antagonismes se superposent : le goût romantique contre la modernité du siècle — la bonté et la loyauté contre les manœuvres et les ambitions — l'œil détaché du catholique sans foi contre les rites anciens et nouveaux — le culte de la forme verbale contre le discours à clichés et stéréotypes — enfin la science critique de l'homme cultivé contre l'amalgame approximatif de doctrines en bribes qui meuble le cerveau du « primaire ». Tout cela, c'est de la Qualité, mais c'est aussi de l'élitisme. Combinaison très flaubertienne, telle qu'on vient de l'énoncer, mais dont son époque offre bien d'autres exemples. Dans notre *Cercle dans la France bourgeoise* (publié en 1977, p. 79) nous avons esquissé, en nous fondant sur des analyses diverses, ainsi que sur des passages suggestifs de Victor Hugo (les *Misérables*) ou de Tocqueville (*Souvenirs*), le schéma tripartite d'une correspondance entre niveau social, niveau de culture, et lieu de sociabilité type ; on peut y ajouter, suggérons-nous maintenant, la colonne du politique.

Niveau social	Niveau de culture	Lieu	Participation politique
« peuple pauvre » « rustres » (Tocqueville), « fainéants » (Hugo)	« ignorants » (Tocqueville)	cabaret (Hugo, Tocqueville)	passivité
« espèce neutre » « Tocqueville », niveau moyen, petit bourgeois « désœuvrés » (Hugo)	« littérature de journaux » (Tocqueville) Monsieur Homais (Flaubert)	café (id.)	l'activité de type moderne, préhistoire du militant
« gentilshommes » (Tocqueville) « élégants » (Hugo)	« lettrés » (Tocqueville) Flaubert en personne	salon (id.)	la classe politique traditionnelle, Notables

Entrant avec l'été de 1870 dans la période annoncée, nous avons dans les leçons ultérieures, présenté des mises au point personnelles et des analyses de documents sur les thèmes qui suivent.

6. *La Guerre de 1870-71 et ses conséquences politiques.*

7. *La Commune et les communards.* Exposé classique mais incontournable...
Leçon qui a occupé deux cours (...)

8. *Républicains de raison.*

On y a suivi le cheminement du ralliement au régime dans l'esprit d'intellectuels exigeants et lucides, initialement réticents ou hostiles, puis favorables (correspondance de Flaubert à nouveau, correspondance de Renan). Ce n'est pas la démocratie qui les a séduits, mais le libéralisme politique et philosophique (le barrage contre « l'Ordre Moral » c'est-à-dire contre l'hégémonie catholique). Exercice utile pour apprécier la différence du temps. Aujourd'hui le français moyen républicain aime la démocratie, le suffrage universel, le peuple, les masses, mais tient l'anticléricalisme pour désuet et les religions pour plutôt sympathiques. Il y a cent ans, l'intellectuel qui, en acceptant la République, contribuait à sa victoire, l'aimait malgré la démocratie mais à cause de l'intransigeance laïque. C'était exactement l'inverse.

9. et 10.

Enfin deux leçons sur la province dans la décennie 1870-80 ont été l'occasion de quelques analyses complémentaires et plus rapides, utilisant des textes peu ou pas connus, à valeur de documentation psychologique et ethnologique élevée (p. ex. *Le Voyage aux pays rouges par un Conservateur*, de 1873).

11. Quelles *conclusions provisoires* peut-on retenir sur les rapports entre le fait politique et les mentalités collectives ?

Plus précisément, qu'en est-il du fonctionnement réel, et notamment de l'intériorisation du civisme ?

On peut déjà dire que le modèle idéal de la démocratie comme civilisation politique, que Tocqueville a cru pouvoir tirer de la vie des plus anciens Etats des Etats-Unis d'Amérique dans les années 1830, n'est pas transposé ni transposable en France, bien que nos *institutions* et nos *théories* républicaines de la Troisième République soient parentes de celles des USA. Restent nos différences. Outre que nos paysans, enracinés depuis des siècles, n'ont pas naturellement l'esprit pionnier, nous avons sur notre sol deux choses qui manquent (ou qui sont rarissimes) aux USA, d'une part d'anciennes classes dirigeantes restées très puissantes et longtemps contre-révolutionnaires, d'autre part une tradition de

haute culture, individualiste et raffinée, donc aisément critique à l'égard de ce que la démocratie a de populaire (ou de vulgaire).

Les mentalités démocratiques n'ont donc pu chez nous se constituer que lentement.

Quelles étaient les conditions favorables de la politisation démocratique autour de 1870 ?

Quatre réalités auront été considérées et discutées cette année.

1) lien de la démocratie avec la *modernité*. La ville a été gagnée avant la campagne, dans celle-ci les pays à villages avant les pays à dispersion, partout les vigneronns avant les paysans, etc... Dans cette période spécifiquement, le thème de la ville « intelligente » face au « rural » borné donc réactionnaire (ou — même schéma, mais avec inversion du jugement de valeur — de la ville raffinée corruptrice face au rural innocent donc conservateur) s'impose comme une évidence.

2) lien avec le *sentiment national*. La démocratie gagne alors plus aisément les provinces-frontières du Nord et Nord-Est, en avance dans l'expérience patriotique. La Révolution elle-même prend allure d'épopée nationale même chez ceux qui en récussent violemment la politique intérieure.

La guerre de 1870-71 et l'éducation systématique que le régime ultérieur en tirera accentueront évidemment cela.

3) lien avec l'*anticléricalisme*. On en a, dans ce cours, beaucoup parlé, non à dessein de le louer ou de le relancer... mais pour mieux faire comprendre l'époque. La pointe de l'enseignement de cette année était plutôt dirigée contre l'église... de Marx, parce que celle-ci, après avoir joué il y a quelques décennies le rôle précieux que l'on sait, a fini par mettre en place une vulgate-lutte-de-classes qui sous-estime tout le reste et fausse la proportion des autres déterminismes dans le passé. Insistons donc sur celui-ci.

L'anticléricalisme est d'abord naturel, diffus, latent du fait même de la modernisation, puisque celle-ci passe par la promotion des activités civiles (ce que gagne la commune est perdu par la paroisse, etc...).

L'anticléricalisme répond aussi à la crispation contre-révolutionnaire (très spirituelle, mais très politique aussi) de l'Eglise. Celle-ci avait été traumatisée par la Révolution de 1789-92 mais tout autant par le mouvement général du siècle qui reprit après 1830, sans brutalité cette fois mais avec d'autant plus d'extension et de force vraie. Dès lors tout homme qui est simplement libéral est au minimum laïque, donc au moins à la lisière de l'anticléricalisme.

Outre que, à cette époque précisément, Rome se crispe aussi contre l'esprit de la Science, qui fait alors ses avancées les plus spectaculaires (Darwin, la biologie, les datations géologiques, Renan, etc...). Dans les années 1860 et 70 où l'Eglise

n'a pas encore trouvé la parade et amorcé le mouvement d'intégration de la science moderne à son enseignement, l'alternative paraît être : intelligent « ou » religieux.

C'est cet anticléricalisme multiforme et profondément convaincu qui se répand dans les masses avec l'acculturation. Il a des nuances, parfois il est lié à un spiritualisme digne et tolérant, parfois il est associé à des sarcasmes d'assez bas étage, sur les thèmes bien connus. En politique, plus spécialement, il comporte quelques thèmes centraux : la Nation (le clérical c'est l'ultra-montain, donc le « parti de l'étranger »), la Liberté (le républicain c'est le citoyen individualiste, le clérical c'est l'homme des directives et des disciplines, le « jésuite », *perinde ac cadaver*) enfin la joie de vivre (le citoyen laïque est optimiste et ne boude pas le plaisir, le Curé et le dévot sont grondeurs, puritains et obsédés de Catastrophes).

Grande est l'importance de ce schéma typiquement « mentalitaire ». Il passera du Républicain tout court au Radical puis au Socialiste SFIO du xx^e siècle, et il comptera sans doute beaucoup dans la résistance de la France au communisme. L'Anticommunisme de la Gauche jouera en effet de ces trois thèmes répulsifs aisément transposés : parti de l'étranger — parti de la discipline aveugle — parti des militants sombres et obsédés de politique dramatisée.

4) lien enfin avec le *mouvement ouvrier*, qui existe aussi, même s'il n'est pas central au point qu'on l'a dit parfois.

La prise de conscience et la tendance à l'organisation de la classe ouvrière ont été aussi des facteurs d'acculturation et de politisation. En liaison d'abord étroite avec la lutte républicaine. Les premiers « militants ouvriers » et les pionniers de la République ont été très associés, quand ils n'étaient pas tout simplement les mêmes. Virtuelle au départ, la divergence s'accroîtra lorsque, par son succès, la République gagnera des adeptes « bourgeois » en nombre et finira par constituer le Pouvoir. Tout cela est bien connu. On peut en tirer deux conclusions théoriques moins banales. L'une sur la division interne du mouvement ouvrier en suggérant qu'elle tourne autour du problème de la République (pour la tendance réputée la plus modérée, la République est bonne, comme cadre nécessaire de la lutte pour la Justice - pour la tendance qui se voudra révolutionnaire, la République est mauvaise dans la mesure où elle fournit l'habillage moderne, et mystificateur, de la survie du vieux-monde). L'autre est sur la dialectique de l'histoire de France elle-même, qui doit prendre en compte le facteur lutte des classes et le facteur « Guerre de Religion » (entendons principes de 1789 contre Contre-Révolution) et réfléchir à leur combinaison, alternance et articulation. Nous y reviendrons.

Pour nous en tenir, comme annoncé, aux mentalités collectives, c'est-à-dire aux acquis infraconscients, à l'implicite, au culturel, à l'humeur, etc., quel est le bilan ?

Être républicain, vers 1880-90 (ou être de Gauche, c'est alors quasiment identique) ? C'est définir la République non seulement par l'absence de

monarque (héréditaire ou dictateur) et par le règne du Droit, mais encore par l'attachement à la Révolution française, à la Patrie, à la laïcité de l'Etat et de la société, et à un minimum de devoir humanitaire. (Ceci est bien connu, et relève d'ailleurs plutôt de l'idéologie). C'est aussi, de façon moins reconnue et moins claire mais profonde, avoir le réflexe anticlérical comme défini plus haut — avoir le sens d'un passé, d'un héritage, de « grands ancêtres » — avoir le sens de la lutte, d'une présence d'Adversaire — être un activiste social, un homme d'association, de sociabilité inventée, d'animation — avoir enfin le sens et le goût de la politique, même quotidienne, s'y intéresser, la connaître, non seulement n'en avoir pas honte mais s'y ébattre à l'aise, dans l'euphorie, voire dans la gaieté (à l'américaine). Le banquet est plus qu'un rite conventionnel ancien. Il se pourrait qu'une partie du climat de la Belle Epoque ait tenu à cette humeur du groupe politique (républicain) hégémonique, dont le caractère de Gauche se clarifie et s'accroît, comme on sait, après 1900. Formulons seulement la suggestion. On y reviendra.

Être de Droite vers 1880-90 (conservateur, monarchique ou républicain par ralliement récent, généralement catholique) ? C'est quand on est devenu républicain (et la plupart le deviendront), limiter la République à sa définition officielle et minimale (Etat de Droit, sans Roi ni dictateur), dépourvue des additifs de Gauche indispensables. C'est aussi garder, avec la Religion, le goût du Passé, celui de la Tradition, une certaine hostilité au tour pris par notre histoire depuis 1789 surtout ; le sens de l'Autorité, de la hiérarchie, de l'élite. De là des contradictions : lutter et éventuellement gouverner selon les formes nées de 89, mais sans adhérer pleinement à leur philosophie ; plus généralement, pratiquer la démocratie politique et le suffrage universel (puisque c'est désormais officiel et inévitable), s'attacher à la Liberté (quand elle est commode et défensive), mais en gardant à part soi la philosophie pessimiste qui les nie : le monde moderne n'est pas bon, les gens ordinaires sont stupides, l'élection n'est qu'un injuste enregistrement du rapport de forces, le Bien public devrait venir des Autorités et des compétents. De cette discordance, essentielle à Droite (si l'on veut bien nous suivre), entre la politique pratiquée en fait, et le scepticisme foncier sur sa validité, découlent soit le cynisme, soit, plus souvent, la gêne et le malaise.

Il semble, en d'autres termes, que, par symétrie avec l'euphorie et le confort intellectuel que donnent, à Gauche, la conformité entre la pratique démocratique et la foi dans la démocratie, la Droite, du fait de leur *non*-conformité, vive la politique sur le mode crispé, gêné et méprisant qu'exprime la facilité à y user de termes péjoratifs (« ne faisons pas de politique », « pas de partis », « politique politicienne »).

Il faudrait enfin faire une place spéciale au problème de l'Armée et de l'attitude à l'égard de l'armée dans les mentalités comparées de la Droite et de la Gauche (d'alors). (...)

(...) Le temps a manqué cette année pour proposer, en suite logique de ces premières notations, la mise à jour que les travaux des vingt dernières années (R. Girardet, Z. Sternhell, S. Rials, etc...) rendent évidemment nécessaires au schéma d'analyse classique « des Droites en France » proposé par R. Rémond. On y reviendra aussi.

Être révolutionnaire en 1880-90 ? Il y a enfin des gens pour vivre la politique sur le mode de la révolte, non plus de la révolte fruste et sporadique qui fut de tout temps connue, mais une révolte pensée en même temps que ressentie. Qui sont-ils et d'où viennent-ils, ceux qui commencent à opposer une critique révolutionnaire à la République, alors que celle-ci se veut encore elle-même révolutionnaire contre le vieux monde conservateur et religieux ? C'est un troisième courant ; nous pensons qu'il y a bien, en plus de la Droite et de la Gauche, une troisième composante dans le système politique français, mais, pour nous, ce n'est pas « le Centre », c'est l'extrême-gauche. En d'autres termes nous croyons le schéma anglo-américain Conservatism-Liberalism-Radicalism mieux adapté à l'analyse qu'un schéma français trop formaliste du type Droite-Centre-Gauche. Ce troisième courant, donc, est à peine formé encore.

La tradition intermittente du socialisme-non-jacobin dont on a parlé en son temps (l'association ouvrière tournant le dos à l'Etat, la communauté des producteurs grandissant hors du champ politique, et l'effaçant, à terme) est une de ses composantes. Une autre composante, affective, se nourrit des traces laissées par la Commune de 1871, souffrances d'une répression menée par Thiers sous le drapeau républicain, lenteur des républicains à voter l'amnistie, etc.

Il y a donc des virtualités non (ou même anti-) républicaines dans le Monde du Travail.

Du point de vue des mentalités, cela correspond au primat de la sensibilité sur la théorie (l'homme affamé qui vole un pain — i.e. la souffrance qui a plus de droits que le Droit). Dans les années 80, la meilleure expression en est certainement Louise Michel. Mais d'une part elle est encore assez isolée, d'autre part elle n'a pas rompu tout lien avec les plus avancés des républicains politiques (Rochefort, Clémenceau). Il faudra attendre les années de la fin du siècle, c'est-à-dire l'expérience de « l'embourgeoisement » de la République, de son modérantisme social, des dysfonctionnements du régime, pour que se cristallise une extrême-gauche antirépublicaine.

Il sera temps alors d'en retracer les traits avec plus d'étendue et de précision.

*
**

Pour des raisons contingentes (poursuite de travaux distincts engagés avant la nomination au Collège de France) le cours et le séminaire ont porté sur des sujets différents.

Le *séminaire* — treize séances du 11 janvier au 6 avril 1987 — a présenté aux assistants quelques dossiers destinés aux chapitres de l'ouvrage en préparation sur les représentations figurées de la République française. Cela faisait suite à la série de leçons qui avaient constitué le cours, incomplet, de 1985-86 (voir l'Annuaire précédent).

Deux séances ont été consacrées aux symboles ayant valeur légale et officielle : sceau de l'Etat, armoiries nationales, effigies des médailles des principales décorations, des pièces de monnaie, et des timbres-postes. Le recensement et la chronologie de ces différents types, le repérage de leurs auteurs, étaient déjà disponibles dans les ouvrages spéciaux de numismatique et de philatélie. L'effort de recherche et de réflexion a donc surtout porté (1) sur ce qui manque généralement dans ces ouvrages : le rapport entre le choix de types, leur dénomination, les attributs représentés et les grandes options politiques des moments successifs de la Troisième République. Le rapport existe (par exemple l'effet répulsif provoqué par le bonnet phrygien, bientôt suivi, à l'inverse, par sa banalisation, puis par son identification nationale, se retrouve alors dans ces séquences) mais il n'est pas simple : l'usage des signes monétaires ou postaux est un fait d'habitude, il a son inertie, qui peut entraîner une chronologie spécifique, décalée par rapport à celle de l'opinion ou des gouvernements. On s'est interrogé aussi sur la réception de ces symboles et sur les raisons qui ont pu faire le succès durable de tel d'entre eux dont le destin exceptionnel n'était pas donné au départ. (« la Semeuse », de Roty : charme pur ? connotation pédagogique ? connotation ruraliste ? effet de la polysémie comme telle ?)

On n'a repris que très brièvement la question des bustes de la République dans les mairies, et autres bâtiments publics (elle avait été traitée l'an dernier) sauf pour quelques compléments d'identification de types. Pour la même raison, la question du décor civique des grands monuments parisiens n'a pas été reprise sauf sur un point, le décor de la Sorbonne, à l'occasion de l'exposition de Mai 1987, à laquelle nous avons contribué. (Deux séances).

L'essentiel du travail du séminaire (sept séances) a porté sur le début d'exploitation du recensement, constitué par nous depuis de nombreuses années avec beaucoup de concours bénévoles, des monuments à la République élevés en place publique dans les départements français (Paris exclu). Ils sont au nombre de plusieurs centaines (plus nombreux avant 1940 en raison des envois à la fonte au temps de Vichy). Les analyses ont porté successivement sur leur répartition géographique — sur les types choisis — sur les initiatives et financements de ces opérations d'éducation civique par le décor — sur les choix d'emplacement de l'édifice dans la ville ou village — enfin sur les textes d'inscription des socles.

(1) Avec le concours de M. Patrick Laurens.

D'autres questions telles que la perception des monuments dans les communes — le folklore qui se constitue autour d'eux — leur sort en 1940-44 — leur sort dans les remaniements topographiques récents — ont été laissés de côté pour une étape ultérieure de la recherche.

Ainsi pense-t-on faire progresser l'anthropologie politique de la France contemporaine ou peut-être, plus exactement, la part du politique dans notre anthropologie culturelle.

Deux dernières séances, abandonnant le chantier des représentations de l'Etat et de la symbolique politique *stricto sensu*, ont été consacrées à d'autres thèmes : la « mythologie politique », à l'occasion du livre de Raoul Girardet : *Mythes et mythologies politiques* (Seuil 1986) — et l'histoire de la sociabilité, à l'occasion de travaux divers et notamment de la parution des actes du colloque de Rouen... *Sociabilité, pouvoirs et société* (Presses de l'Université de Rouen, 1986).

*

**

Du 1^{er} juillet 1986 au 30 juin 1987, nous avons travaillé aux enseignements exposés ci-dessus, et destinés à publication ultérieure.

Ont été édités quatre ouvrages auxquels nous avons donné des préfaces comportant quelques réflexions épistémologiques. Jean-Luc Mayaud, *Les secondes républiques du Doubs* (Annales de l'université de Besançon,) — Marcel Vigreux, *Paysans et Notables du Morvan au XX^e siècle* (Château-Chinon, Académie du Morvan) — Jean-Luc Marais, *Les Sociétés d'hommes* (éditions Ivan Davy, 49 La Botellerie) — Marie-Claude Chaudonneret, *La figure de la République, le concours de 1848* (Réunion des Musées nationaux).

Nous avons donné une conférence en Janvier 1987 à l'Université de Genève (Faculté des Lettres) sur Flaubert et les historiens — et participé en mai 1987 à deux Colloques à Toulouse (l'Animal et l'Histoire, organisé par la société « Histoire au présent », et Mythologies politiques, organisé par l'Institut d'études politiques de cette ville).

Nous avons participé à neuf jurys de thèses, trois comme directeur de travaux de nos élèves, donc à l'Université de Paris I, et six comme simple assesseur (à Paris I, Paris IV, Paris X-Nanterre, Rouen, Toulouse et Nantes).

Nous avons participé aux réunions et travaux de la Commission « sciences humaines » du Centre National des Lettres, — du Comité d'experts de l'Institut national de la Langue française —, de la Commission scientifique consultative de la Mission du Bicentenaire de la Révolution de 1789, et de plusieurs sociétés de spécialistes dans notre domaine d'histoire de France du XIX^e siècle.

Enfin nous avons été élu, pour représenter les historiens, à la Vice-présidence de la *Société d'ethnologie française*.

M. A.